

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

N.N.A. - NUTREA

Zone industrielle

La Gare

22170 Châtelaudren-Plouagat

Références : 2025.231

Code AIOT : 0005500286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement N.N.A. - NUTREA implanté GARE DE CHATELAUDREN 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été menée en marge d'une réunion de travail concernant l'étude de dangers du site, en cours d'instruction. Les inspecteurs ont contrôlé en salle quelques points ciblés avant la réalisation d'une visite sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- N.N.A. - NUTREA
- GARE DE CHATELAUDREN 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
- Code AIOT : 0005500286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NUTREA NUTRITION ANIMALE exploite sur la commune de CHATELAUDREN-PLOUAGAT, au lieu-dit "la Gare", des installations de stockage de céréales et de fabrication d'aliments pour la nutrition animale. Le site est encadré par un arrêté préfectoral du 9 février 1993 et relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a (silos et installations de stockage en vrac de céréales) pour un volume total stocké de 21 000 m³ ainsi qu'au titre de la rubrique 3642-2 pour la fabrication d'aliments pour animaux (capacité maximale de production journalière de 900 tonnes). Le site dispose également d'installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910-A.2 (une chaudière au gaz et une autre fonctionnant au fioul pour une puissance totale de 5,935 MW).

L'établissement entre dans le champ de la directive européenne IED du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositif de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Chaudière gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1 -Point 3.7	Sans objet
4	Equipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6	Sans objet
6	Suivi des températures	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont constaté qu'un travail doit être engagé pour remettre en conformité la protection contre la foudre du site. Par ailleurs, il a été observé que la capacité de rétention des cuves extérieures était insuffisante en raison d'une cuve tampon remplie d'effluents lors de la visite sur site.

Des éléments justificatifs sont attendus concernant la réalisation de la maintenance quinquennale des colonnes sèches du site et la bonne étanchéité de la vanne de confinement associée à la rétention des cuves extérieures.

Une vigilance particulière doit être portée au respect des échéances des contrôles réglementaires sur les équipements sous pression, et au bon remplissage du registre de sécurité incendie lors des contrôles annuels.

Un essai de bon fonctionnement d'un détecteur de bourrage sur un transporteur a été réalisé lors de la visite du site et s'est avéré concluant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Liaisons équipotentielle
Prescription contrôlée : [...] Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de Bureau Veritas du 12/05/25 concernant la vérification de continuité des liaisons équipotentielles sur le site. Aucun écart n'a été relevé par le contrôleur. Ce contrôle est réalisé selon une périodicité annuelle. Concernant la protection contre la foudre, une vérification complète a été réalisée par la société BCM Foudre le 10/04/25. Une non-conformité majeure a été relevée concernant la hauteur du paratonnerre qui est inférieure à la hauteur de la cheminée de la chaudière (cheminée nouvellement installée). L'exploitant indique avoir pris l'attache de BCM Foudre pour réviser l'analyse du risque foudre (ARF) du site ainsi que l'étude technique foudre (ETF), afin de définir précisément les moyens de protection foudre à mettre en place. Une intervention de BCM Foudre est programmée le 08/07/25 sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en conformité le dispositif de protection foudre du site conformément aux résultats de l'ARF et l'ETF à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

L'exploitant dispose de plusieurs moyens de lutte contre l'incendie sur son site : RIA, extincteurs, colonnes sèches, poteau incendie (hors site), bâche incendie.

Concernant les RIA et les extincteurs, l'exploitant a présenté les résultats des contrôles menés par ASI entre le 10/04/24 et le 12/04/24. Les contrôles ont démontré que les équipements étaient fonctionnels. Interrogé sur la réalisation du contrôle au titre de l'année 2025, l'exploitant a présenté le registre de sécurité incendie. Aucun contrôle n'a été tracé dans ce registre. Cependant, l'exploitant a présenté ensuite les rapports de contrôle d'ASI en date du 16 mai 2025, attestant du bon fonctionnement des RIA et extincteurs.

Une attention particulière doit être portée au bon remplissage du registre de sécurité incendie.

Concernant les colonnes sèches, un rapport de contrôle de la société ASI datant de septembre 2024 a été présenté aux inspecteurs. Le rapport confirme le bon fonctionnement des colonnes sèches (essai statique). Interrogé sur la réalisation d'un essai dynamique tous les 5 ans, tel que demandé par les normes en vigueur, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ce type d'essai est réalisé.

Le contrôle du poteau incendie situé à l'extérieur du site et appartenant à la collectivité a été réalisé par la société SUEZ en 2024. Le débit mesuré pour le poteau est d'environ 100 m³/h (>60 m³/h requis).

En complément, l'exploitant a implanté une nouvelle bâche incendie de 240 m³ sur son site, après échange avec le SDIS. L'aménagement de la zone de stationnement des engins de secours reste à finaliser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des éléments justificatifs sont attendus concernant le contrôle quinquennal (essai dynamique) des colonnes sèches.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Chaudière gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe 1 -Point 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité réseau gaz
Prescription contrôlée : [...] Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle d'étanchéité de la tuyauterie gaz alimentant la chaudière. Le contrôle a été réalisé le 12/05/25 par Bureau Veritas et conclut à la bonne étanchéité de la canalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipement sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi en service des ESP
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection sa liste des ESP aux inspecteurs. Plusieurs remarques ont été effectuées sur cette liste : - Récipient gaz AIRCOM (75 L, 16bar) : l'inspection périodique est à réaliser avant le 26/06/25 et non pas en juin 2026 tel qu'indiqué dans le tableau. - Ballon SCO (2500 L, 10 bar): la précédente requalification décennale a été réalisée en septembre 2013. Une nouvelle requalification devait avoir lieu avant septembre 2023. Suite à la demande de transmission de la liste par les inspecteurs, l'exploitant s'est rendu compte du retard et a mandaté Bureau Veritas pour réaliser une requalification périodique de l'équipement. La requalification a été réalisée le 21/05/25 et s'est avérée satisfaisante.

- Ballon SNE RONOT (500 L, 10 bar) Une inspection périodique devait être menée avant le 07/04/25. L'exploitant a présenté le compte rendu de l'inspection périodique réalisée par Bureau Veritas le 21/05/25 (sans observation).

Une attention particulière doit être portée au respect des échéances réglementaires pour les équipements sous pression devant faire l'objet d'un suivi en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Volume disponible

Prescription contrôlée :

I- Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Constats :

Lors de la visite sur site, les inspecteurs ont constaté que le bac de rétention de 110 m³ relié à la rétention béton des cuves extérieures était rempli d'effluents. Le volume résiduel dans cette rétention était de quelques m³ seulement. Or, cette rétention est valorisée dans l'étude de dangers dans le calcul du volume de rétention des cuves extérieures. Par conséquent, l'exploitant doit revoir son organisation pour permettre de maintenir disponible à tout instant le volume de cette rétention.

Pendant l'inspection, l'exploitant a contacté une société pour réaliser le pompage et l'évacuation des effluents dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, une vanne permet de confiner les effluents dans la rétention associée aux cuves extérieures (volume de 135 m³). Un essai de manœuvre de la vanne a été réalisé lors de l'inspection et a donné satisfaction, mais l'absence de regard ne permet pas de garantir la bonne fermeture de la vanne. Un essai permettant de vérifier la bonne étanchéité de la vanne est nécessaire. La mise en place d'un affichage signalant la position de la vanne et de la clé pour la manœuvrer doit également être réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vidanger dans les meilleurs délais la rétention de 110 m³ et définir une organisation permettant de maintenir disponible à tout instant cette capacité de rétention.

Réaliser un test d'étanchéité de la vanne implantée en sortie de la rétention des cuves

<p>extérieures.</p> <p>Mettre en place un affichage pour signaler la position de la vanne de confinement et de la clé permettant de la manoeuvrer.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suivi des températures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi hors heures ouvrées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'autoéchauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs silos du site sont équipés de silothermométrie pour prévenir les risques d'auto-échauffement. Un suivi des températures dans les silos est possible depuis la supervision, avec deux alarmes calibrées à 30°C et 50°C. L'exploitant a indiqué qu'en cas d'alarme, le remplissage serait arrêté et le silo serait vidangé en priorité. En dehors des heures ouvrées, aucun report d'alarme n'est mis en place. Seule la détection gaz et la détection incendie du site sont reliées à la télésurveillance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La mise en place d'une remontée des alarmes de température dans les silos vers la télésurveillance pour permettre une intervention rapide en dehors des heures ouvrées doit être étudiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite